

COMPTE RENDU DE LA 29^E SESSION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT: 31 AOÛT – 4 SEPTEMBRE 2008

La 29^{ème} session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a eu lieu du 31 août au 4 septembre 2008 à Genève, en Suisse, et a été suivie par plus de 300 participants.

Au cours de la réunion, qui a célébré le 20^e anniversaire du GIEC, le Groupe a élu le nouveau Bureau du GIEC et le Bureau du groupe d'action sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre (TFB) et a réélu Rajendra Pachauri en tant que président du GIEC. Le résultat de l'élection du Bureau a satisfait les délégués même si certains ont été frustrés par le manque de clarté du règlement intérieur. Le Groupe a également poursuivi ses discussions sur l'avenir du GIEC, a décidé de créer, avec les fonds provenant du Prix Nobel, une bourse d'études pour les jeunes scientifiques des changements climatiques issus des pays en développement et a demandé au Bureau d'examiner une réunion de cadrage sur la réduction des risques de catastrophes.

BREF HISTORIQUE DU GIEC

Le GIEC a été établi en 1988 par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Son objectif est d'évaluer les informations scientifiques, techniques et socio-économiques pertinentes pour comprendre les risques associés aux changements climatiques anthropiques, leurs impacts potentiels et les options d'adaptation et d'atténuation. Le GIEC n'entreprind pas de nouvelles recherches et n'assure pas le suivi des données relatives au climat. Dans ses évaluations, il se base sur la littérature scientifique et technique publiée et revue par les pairs.

Le GIEC comprend trois Groupes de travail: Le Groupe de travail I (GTI) traite des aspects scientifiques du système climatique et des changements climatiques; Le Groupe de travail II (GTII) traite de la vulnérabilité des systèmes socioéconomiques et naturels aux changements climatiques, et des options offertes en matière d'adaptation à ces changements; et, le Groupe de Travail III (GTIII) traite des

options offertes en matière de limitation des rejets de gaz à effet de serre et d'atténuation des changements climatiques. Chaque groupe de travail a deux coprésidents et six vice-présidents. Les coprésidents guident les groupes de travail dans l'accomplissement des mandats qui leurs sont assignés par le Groupe, et sont assistés par des Unités d'appui technique.

Le GIEC dispose également d'un Groupe d'action sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre. Le Groupe d'action supervise le Programme des inventaires nationaux de gaz à effet de serre du GIEC, qui vise à élaborer et à affiner une méthodologie approuvée à l'échelon international et un logiciel pour le calcul et le compte rendu des rejets et des suppressions nationales de gaz à effet de serre, et à encourager l'utilisation de cette méthodologie par les pays participant au GIEC et par les signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

DANS CE NUMÉRO

Bref Historique du GIEC	1
Rapport de la GIEC-29	2
Célébration du 20 ^e Anniversaire du GIEC	2
Approbation de l'Ordre du Jour et du Projet de Rapport de la Vingt-Huitième Session	4
Programme et Budget du GIEC Pour l'Exercice 2009-2011	4
Utilisation des Fonds du Prix Nobel de la Paix	4
Élection du Bureau et du Bureau du Groupe d'Action	5
Questions Procédurales	6
Activités Futures du GIEC	6
Sensibilisation	7
Questions Liées à la CCNUCC	7
Clôture de la Session	7
Brève Analyse de la GIEC-29	7
Réunions à Venir	8
Glossaire	9

Le Bureau du GIEC est élu par le groupe pour la durée de l'élaboration d'un rapport d'évaluation du GIEC (généralement entre 5 et 6 ans). Son rôle consiste à aider le président du GIEC dans la planification, la coordination et le suivi des travaux du GIEC. Le Bureau est composé d'experts des changements climatiques représentant l'ensemble des régions. Le Bureau du GIEC compte actuellement 30 membres: le président du GIEC, les deux coprésidents des trois groupes de travail et du bureau du TFB, trois vice-présidents du GIEC et les vice-présidents des trois groupes de travail. Le Secrétariat du GIEC est situé à Genève, en Suisse, et est accueilli par l'OMM et le PNUE.

RAPPORTS DU GIEC: Depuis sa mise en place, le GIEC a élaboré une série d'évaluations exhaustives, de rapports spéciaux et de documents techniques, assujettis à un examen exhaustif de la part d'experts et de gouvernements et qui fournissent des informations scientifiques concernant les changements climatiques, à la communauté internationale, y compris aux décideurs politiques et au grand public. Cette information a joué un rôle important dans l'encadrement des politiques nationales et internationales.

Le GIEC a jusqu'à présent réalisé quatre évaluations exhaustives des changements climatiques, jouant chacune un rôle clé dans l'avancement des négociations menées au titre de la Convention: le premier rapport d'évaluation a été achevé en 1990, le deuxième rapport d'évaluation en 1995, le troisième rapport d'évaluation en 2001, et plus récemment le quatrième rapport d'évaluation (RE4), qui a été achevé en 2007.

Le RE4 est structuré en trois volumes, un pour chacun des groupes de travail, comprenant chacun un rapport d'évaluation fondamental, un résumé technique et un résumé à l'intention des décideurs. Toutes les sections passent par un processus d'examen et le résumé à l'intention des décideurs est approuvé, article par article, par le GIEC. En plus des contributions des trois Groupes de travail, le RE4 comprend également un rapport de synthèse (SYR), mettant en évidence les aspects les plus pertinents des rapports des trois groupes de travail, et un résumé à l'intention des décideurs du rapport de synthèse, également approuvé ligne par ligne par le groupe. L'équipe de rédaction centrale du rapport de synthèse est composée des principaux auteurs et des coprésidents de tous les groupes de travail. Le processus d'examen se produit généralement en trois étapes: un premier examen par des experts, un second examen par des experts et les gouvernements et, un troisième examen par les gouvernements. En tout, plus de 2500 lecteurs experts, 800 auteurs, 450 auteurs principaux et 130 gouvernements ont pris part à l'élaboration du RE4.

En plus des évaluations complètes entreprises, le GIEC produit des rapports spéciaux, des rapports méthodologiques et des documents techniques, se concentrant sur des questions spécifiques liées aux changements climatiques. Les rapports spéciaux élaborés par le GIEC comprennent: les impacts régionaux des changements climatiques: Une évaluation de la vulnérabilité (1997), l'aviation et l'atmosphère planétaire (1999), l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (2000), questions méthodologiques et techniques dans le transfert de technologies (2000), la sauvegarde de la couche d'ozone et du système climatique mondial (2005), le piégeage et la fixation du dioxyde de carbone (2005).

Des documents techniques ont été élaborés sur les changements climatiques et l'eau (2008), les changements climatiques et la biodiversité (2002), et les incidences des limitations proposées des émissions de CO₂ (1997), entre autres.

Le GIEC élabore également des rapports méthodologiques ou des lignes directrices pour aider les pays dans l'établissement de rapports sur les gaz à effet de serre. Les lignes directrices du GIEC sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre ont d'abord été publiées en 1994, et une version révisée a été achevée en 1996. De nouveaux rapports sur les bonnes pratiques ont été approuvés par le groupe en 2000 et 2003, et un guide avec les définitions et options méthodologiques envisageables pour inventorier les émissions résultant de la dégradation des forêts et de la destruction d'autres types de végétation directement imputables à l'homme en 2003. La version la plus récente, les Lignes directrices 2006 du GIEC concernant les inventaires nationaux des gaz à effet de serre, ont été approuvées par le groupe en 2006.

Pour tout ce travail et sa contribution pour "construire et diffuser une meilleure connaissance des changements climatiques imputables à l'homme, et jeter les bases nécessaires pour contrer de tels changements", le GIEC a reçu le prix Nobel de la paix, conjointement avec Al Gore, en décembre 2007.

GIEC-28: Cette session a eu lieu du 9 au 10 avril 2008 à Budapest, en Hongrie, les débats portant sur l'avenir du GIEC, y compris les principaux aspects de son programme de travail tels que la structure du groupe de travail, le type principal et le calendrier des rapports à venir, et la future structure du Bureau du GIEC et du Bureau du Groupe d'action sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre (TFB). Le GIEC a accepté d'élaborer un cinquième rapport d'évaluation (RE5) et de conserver la structure actuelle de ses groupes de travail. Afin de permettre un usage important des nouveaux scénarios dans le RE5, le groupe a demandé au Bureau du cycle de la cinquième évaluation de veiller à la fourniture du rapport du Groupe de travail I en début de 2013 et la finalisation des autres rapports du groupe de travail et le rapport de synthèse le plus tôt possible en 2014. Le groupe a également approuvé l'élaboration d'un rapport spécial sur l'énergie renouvelable devant être achevée d'ici 2010.

RAPPORT DE LA GIEC-29

CÉLÉBRATION DU 20^E ANNIVERSAIRE DU GIEC

Le dimanche après-midi, 31 août 2008, le GIEC s'est réuni au Bâtiment des Forces Motrices, à Genève, en Suisse, pour ouvrir la session et commémorer son 20^{ème} anniversaire. Le président du GIEC, Rajendra Pachauri, a ouvert la célébration et a fait noter la conjoncture historique dans laquelle s'inscrit l'anniversaire et les connaissances accumulées qu'elle représente, ainsi que la reconnaissance apportée par le Prix Nobel de la paix 2007. Il a en outre souligné les nombreuses références faites, au cours des négociations de la CCNUCC à Bali en 2007 au quatrième rapport d'évaluation du GIEC (RE4) en tant qu'indicateurs de la contribution du Groupe d'experts à la politique climatique internationale. A la lumière des espoirs placés dans le GIEC, il a suggéré que des changements internes pourraient être nécessaires afin de favoriser les travaux à venir du groupe, à un moment qui connaît une demande croissante

de la connaissance liée au climat. Il a remercié les centaines d'auteurs et d'éditeurs qui ont contribué par leurs connaissances au fil des ans au succès du GIEC.

Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a félicité le GIEC pour son 20^{ème} anniversaire, a souligné l'importance des résultats du GIEC et a remercié l'OMM et le PNUE pour leur soutien. Ban a souligné la nécessité de parvenir à un accord global, applicable et ratifiable à Copenhague en 2009, indiquant que nous devrions apprendre de l'expérience des deux décennies de négociations environnementales, mais que nous ne devrions pas être les prisonniers de celles-ci. Il a comparé les négociations climatiques à un puzzle, où un accord final n'est possible qu'une fois toutes les pièces rassemblées towards it in increments, chipping away at small manageable pieces at a time and putting them to rest once that piece of the puzzle is solved. Il a ajouté que des résultats concrets issus des négociations étaient nécessaires à Poznan, en Pologne, en décembre et a appelé la Pologne à faire preuve de leadership et à impliquer d'autres leaders nationaux.

Moritz Leuenberger, Conseiller fédéral et chef du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Suisse, a remercié le président du GIEC, Pachauri, pour son engagement en faveur d'une meilleure compréhension des changements climatiques. Attirant l'attention sur le décalage considérable entre les sirènes scientifiques mettant en garde contre des dangers imminents pour l'humanité et la réponse des décideurs et du public au défi, il a souligné l'importance du fait que le GIEC poursuive ses travaux en vue de maintenir la sobriété dans le débat climatique, et de diffuser ses résultats afin de garantir l'engagement à grande échelle en faveur d'un changement nécessaire des modes de vie.

Le secrétaire général de l'OMM, Michel Jarraud, a exprimé la fierté de son organisation des réalisations du Groupe. Il a souligné les activités de l'OMM visant à attirer l'attention sur les changements climatiques anthropiques. Jarraud a félicité le GIEC pour les principaux messages du RE4, indiquant qu'ils ont servi de base à ce qui a été convenu à Bali en 2007. Réaffirmant le soutien continu apporté par l'OMM au GIEC, il a encouragé le Groupe à maintenir sa forme actuelle et à se concentrer sur le soutien de l'expertise et du renforcement des capacités dans les pays en développement qui seront les plus touchés par les impacts des variations climatiques.

Le directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, a déclaré que le fait d'amener le monde à la table des négociations sur les changements climatiques, en dépit des différentes réalités des pays, témoigne de la puissance de la connaissance et de l'importance du processus du GIEC. Il a noté que la connaissance et la science créent un impératif d'agir et de réfléchir à la manière dont les sociétés vont se développer à l'avenir. Il a souligné les questions soulevées par le ralentissement économique sur le point de savoir si nous pouvons nous permettre de faire face aux changements climatiques. Steiner a déclaré que le 21^{ème} siècle va remodeler le paradigme du développement. Il a conclu que la science et le savoir habilite les politiciens, les entreprises, les Nations Unies et, en particulier, le public, et a déclaré que le GIEC a présenté des faits et des chiffres qui ne peuvent pas être ignorés par les dirigeants du monde.

Roberto Acosta, UNFCCC, a souligné les liens existants entre les impacts des changements climatiques, la pauvreté et l'approvisionnement alimentaire. Il a indiqué que les peuples du monde ont besoin de comprendre la manière dont les changements climatiques les affecteront si un accord n'est pas conclu à Copenhague. Il a mis en exergue l'influence exercée par le GIEC sur les négociations de la CCNUCC, et a informé sur les négociations de la CCNUCC à Accra, au Ghana, notant un certain nombre de propositions qui peuvent jeter les bases d'un texte consensuel à Copenhague.

Renate Christ, secrétaire du GIEC, a demandé de rendre un hommage particulier au Professeur Bert Bolin, ex Président du GIEC, et à d'autres contributeurs aux travaux du Groupe qui sont décédés.

L'ÉVOLUTION DE LA SCIENCE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES A LA LUMIERE DES RAPPORTS DU GIEC: A la suite des déclarations liminaires, Ralph Begleiter, Université du Delaware, a animé une table ronde avec plusieurs invités spéciaux, y compris James Bruce, ex-coprésident du Groupe de travail II; Osvaldo Canziani, coprésident du Groupe de travail II; Ogunlade Davidson, coprésident du Groupe de travail III; Yihui Ding, ex-coprésident du Groupe de travail I; John Houghton, ex-coprésident du Groupe de travail I; Yuri Izrael, vice-président du GIEC; Hoesung Lee, ex-coprésident du Groupe de travail III; James McCarthy, ex-coprésident du Groupe de travail II; Bert Metz, coprésident du Groupe de travail III, Martin Parry, coprésident du Groupe de travail II; Qin Dahe, coprésident du Groupe de travail I, et Robert Watson, ex-président du GIEC. Begleiter a souligné que les principales réalisations du Groupe d'experts sont d'attirer l'attention du public sur les questions des changements climatiques et de favoriser les progrès dans les sciences ayant trait au climat.

John Houghton a déclaré que le GIEC, au cours de ses quatre évaluations, a fait d'importants progrès dans la compréhension, l'attribution et les projections des changements climatiques et a mis en lumière les principales conclusions du rapport RE4 du GT I. Robert Watson a souligné l'avancement des travaux du Groupe de travail II sur la compréhension de l'échelle régionale et l'observation des changements. Il a également noté les conclusions du RE4 du GTII en ce qui concerne les impacts prévus, par secteur et par région. Ogunlade Davidson a présenté les principales conclusions du rapport RE4 du GTIII, y compris le besoin de technologies d'atténuation et les interconnexions entre les politiques climatiques et les questions de développement durable et d'équité.

Dans la discussion qui suivit, d'autres invités spéciaux ont fait des remarques sur le travail et l'avenir du Groupe. Qin Dahe a indiqué qu'une plus grande attention devrait être accordée aux questions de l'élévation du niveau des mers et que la participation des scientifiques des pays en développement devrait être renforcée. Yuri Izrael a souligné le rôle du GT I et a noté le besoin de prendre en compte d'autres facteurs climatiques outre les gaz à effet de serre. Osvaldo Canziani a souligné la nécessité de plus de données pour traiter les questions d'adaptation dans les futurs rapports. Martin Parry a souligné le caractère unique du Groupe en tant qu'institution impliquant à la fois des scientifiques et des décideurs. James Bruce a

souligné le développement et l'évolution remarquables dans la compréhension de l'équité et de l'économie, et a mis en relief que les avantages de l'adaptation l'emportent de loin sur les avantages de l'inaction.

John Houghton a noté que le GIEC a eu tendance à être conservateur dans ses rapports, n'exagérant jamais les données scientifiques, ce qui explique, en partie, la crédibilité du GIEC. Il a souligné que le public est prêt à entendre les messages difficiles provenant des évaluations, et a encouragé les décideurs politiques à s'appuyer sur ce nouveau sentiment public. Ogunlade Davidson a fait remarquer que les politiciens sont confrontés à divers défis climatiques, dans de nombreuses régions du monde, en particulier la nécessité de répondre à l'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes et leurs impacts lourds en vies humaines. Il a en outre noté que les décideurs politiques peuvent tirer des avantages climatiques en mettant l'accent sur de meilleures politiques énergétiques. Robert Watson a demandé aux décideurs de faciliter l'investissement dans les technologies énergétiques de l'avenir, notamment les technologies propres telles que la capture et la fixation du carbone.

LES RAPPORTS DU GIEC TELS QUE PERÇUS PAR UN ARTISTE: Après la table ronde, les délégués ont pris connaissance des photos de Yann Arthus-Bertrand, tirées de sa collection "La Terre vue du ciel", ainsi qu'un aperçu de son film sur "L'état de la Terre".

ÉVALUATIONS DU GIEC, LEUR PERTINENCE POUR LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE PASSE ET DANS LES ENJEUX FUTURS: Rajendra Pachauri a rappelé la décision de la GIEC-28 d'entamer le cinquième rapport d'évaluation, qui doit être finalisé d'ici 2014. Il a également noté un accord sur un rapport spécial sur les énergies renouvelables, indiquant que la pertinence des énergies renouvelables va augmenter. Soulignant les attentes "gigantesques" placées dans le GIEC, Pachauri a indiqué que ceci devrait être un moment d'humilité. Il a déclaré que des cycles de rapports d'évaluation de 5-6 années sont nécessaires en raison de la nature du processus. Notant la demande croissante d'informations mises à jour, il a indiqué qu'il s'attendait à ce que le Groupe d'experts traite cette question. Il a souligné le besoin de sensibilisation, de répondre à la couverture médiatique, et de plus de ressources. Il a souligné que les aspects socio-économiques des changements climatiques revêtiront de plus en plus de pertinence pour le contenu des évaluations, et a encouragé à mettre davantage l'accent sur la vulnérabilité.

L'intervention de Pachauri a été suivie par une séance de questions-réponses, où, entre autres, les questions suivantes ont été soulevées: une couverture étendue du sujet et l'augmentation de la littérature disponible, la nature non prescriptive du GIEC en ce qui concerne les politiques, le commerce et les changements climatiques; la collaboration avec d'autres institutions internationales, et la collecte de données dans les pays en développement. S'agissant de la question de la contribution apportée par le GIEC aux négociations climatiques en cours, y compris par le biais de mises à jour, Michael Zammit Cutajar, vice-président de l'AWG-LCA et ex-secrétaire

exécutif de la CCNUCC, a déclaré que la dernière chose dont la CCNUCC ait besoin est un prétexte pour que les négociateurs empêchent les négociations dans l'attente d'obtenir les données du GIEC.

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROJET DE RAPPORT DE LA VINGT-HUITIÈME SESSION

Au cours de la matinée du 1^{er} septembre, les délégués se sont réunis au Centre international de Conférences de Genève et ont adopté l'ordre du jour provisoire (IPCC-XXIX/Doc.1). La Fédération de Russie a noté que le point de l'ordre du jour portant sur les futures activités du GIEC comprend à la fois des composantes organisationnelles et techniques. Le Groupe a également approuvé le projet de rapport de la GIEC-28 (IPCC-XXIX/Doc.2).

PROGRAMME ET BUDGET DU GIEC POUR L'EXERCICE 2009-2011

Le Groupe d'action sur le financement, coprésidé par la France, s'est réuni à trois reprises au cours de la session pour examiner le budget élaboré par le secrétariat du GIEC au titre de la période allant de 2009 à 2011 (IPCC-XXIX/Doc.3). Jeudi, le Groupe a approuvé le budget (IPCC-XXIX/Doc.13), qui comprend des révisions afin de tenir compte: d'une réunion d'experts sur les paramètres, d'une réunion préparatoire sur les phénomènes extrêmes, et d'un coprésident supplémentaire du GT au titre de ce cycle d'évaluation.

UTILISATION DES FONDS DU PRIX NOBEL DE LA PAIX

Le mardi après-midi, la Nouvelle-Zélande a présenté une proposition au nom du Groupe de travail mis en place lors de la GIEC-28 pour examiner l'utilisation des fonds du prix Nobel de la paix. Il a indiqué que le Groupe de travail a concentré son attention sur la proposition visant à créer un fonds de bourses d'études pour les jeunes étudiants de troisième cycle ou de post-doctorat en sciences des changements climatiques des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés. Le fonds de bourses d'études proposé, entre autres choses: offre des opportunités aux jeunes chercheurs en matière de climat provenant des pays en développement; doit être indépendant des activités normales du GIEC; doit attirer et accepter des fonds supplémentaires; doit laisser un héritage de long terme; avoir des frais administratifs faibles, et doit être régi par un petit groupe d'administrateurs élus dans le cadre de l'élection du Bureau du GIEC. L'Argentine, appuyée par la Colombie et l'Équateur, a également appelé à l'examen de l'éventualité d'octroyer les fonds aux centres régionaux de recherche sur le climat de l'Amérique latine. L'Algérie, appuyée par l'Égypte, le Togo, le Nigeria et le Maroc, a souligné la vulnérabilité particulière de l'Afrique aux effets des changements climatiques, et les besoins de la région en matière de renforcement des capacités. Le Nigeria et le Maroc ont proposé de soutenir les petits projets en Afrique. L'Autriche, appuyée par la Belgique et le Togo, a souligné l'équilibre régional et entre les sexes dans la sélection des boursiers. Les Pays-Bas ont rappelé que le GIEC n'est pas une organisation de renforcement des capacités. La Hongrie et la Belgique ont préféré que le fonds soit utilisé pour des bourses qui sont directement liées au GIEC et pour

commémorer la mémoire du premier président du GIEC, Bert Bolin. Le Kenya, appuyé par Maurice, a demandé plus de temps pour examiner les détails. Le groupe a décidé de mettre en place le fonds de bourses d'études, tel que décrit par la Nouvelle-Zélande (IPCC-XXIX/Doc.8, Rev.1) et de réviser le processus dans un délai d'un an.

ÉLECTION DU BUREAU ET DU BUREAU DU GROUPE D'ACTION

Des élections ont eu lieu pour élire le président du GIEC, les membres du Bureau et le Bureau du Groupe d'action (TFB), conformément aux règles de procédure pour l'élection du Bureau du GIEC et de tout Bureau du Groupe d'action tel que figurant dans l'annexe C aux principes régissant le travail du GIEC. Le règlement intérieur a été adopté par la GIEC-25 à Port-Louis, à Maurice, en avril 2006. La GIEC-28 a décidé que la "taille, la structure et la composition" du Bureau du GIEC qui doit être élu au titre du cinquième cycle d'évaluation resteront les mêmes que lors du RE4. Un comité de vérification des pouvoirs et un comité des nominations sont désignés lors des sessions où les élections du Bureau sont organisées. Le règlement intérieur requiert également un équilibre régional au sein du Bureau entre les six régions de l'OMM: Afrique (Région 1), Asie (Région 2), Amérique du Sud (région 3), Amérique du Nord, Amérique centrale et les Caraïbes (Région 4); le Pacifique du Sud-ouest (Région 5) et l'Europe (Région 6). Lors de la prise de décisions concernant les postes du Bureau, le règlement intérieur encourage la prise de décision par consensus au sein des groupes régionaux. En l'absence de consensus, le règlement prévoit un vote à bulletin secret pour décider des positions disputées au cours de la plénière.

Le Comité de vérification des pouvoirs a été nommé lundi, et comprend les six membres suivants: Yadowsun Boodhoo (Maurice); Ricardo José Lozano (Colombie); Natasa Markovska (ex-République yougoslave de Macédoine); Mohammad Koba (Indonésie); Ingrid Martinez (Guatemala); et Aree Wattana Tummakird (Thaïlande), qui a présidé le comité.

Le Comité des nominations a également été nommé lundi, et est composé de douze membres: Richard Odingo (Kenya); Yaya Bangoura (Guinée); Dong Song (Chine); Aysar Tayeb (Arabie saoudite); Luis Vayas (Équateur); Pauline Davies (Uruguay); Edmundo de Alba (Mexique); Nathalie Burke (Barbade); Susan Barrell (Australie); Rajendra Prasad (Fidji); Anne Mette Jørgensen (Danemark); et Milan Dacic (Serbie). Le Comité a été coprésidé par Odingo et Jørgensen.

Le mardi matin, le GIEC a réélu Rajendra Pachauri en tant que président du GIEC. Pachauri a promis de faire tous les efforts possibles pour veiller à ce que le GIEC travaille de manière objective et transparente, et mène ses activités dans un esprit de consensus et avec les normes scientifiques les plus élevées.

L'élection des coprésidents du groupe de travail et des coprésidents du TFB a débuté le mercredi matin. Klaus Radunski (Autriche) et Ingrid Martinez (Guatemala) ont été désignés en tant que scrutateurs pour le vote. Selon l'usage du GIEC, un des deux coprésidents de chaque groupe de travail et du TFB devrait représenter un pays industrialisé, l'autre représentant un pays en

développement ou en transition économique. Plusieurs candidats ont été élus par acclamation: Dahe Qin (Chine), en tant que coprésident du Groupe de travail I; Christopher Field (Etats-Unis) et Vicente Barros (Argentine), en tant que coprésidents du Groupe de travail II; Ottmar Edenhofer (Allemagne), en tant que coprésident du Groupe de travail III, et Thelma Krug (Brésil) et Taka Hiraishi (Japon) en tant que coprésidents du TFB.

Les délégués ont eu à élire un coprésident du GT I. Les candidats étaient Francis Zwiers (Canada), David Wratt (Nouvelle-Zélande) et Thomas Stocker (Suisse), et Stocker a été élu.

Ramon Pichs Madruga (Cuba) et Youba Sokona (Mali) étaient en lice pour le poste de coprésident du Groupe de travail III, mais les élections ont connu des difficultés de procédure qui n'avaient pas été prévues par le règlement intérieur, en particulier en rapport à la définition de la majorité simple dans le cas où deux élections se déroulent sur le même bulletin de vote. Comme solution, la Fédération de Russie a proposé d'élire trois coprésidents du Groupe de travail III et d'augmenter le nombre des membres du Bureau d'une personne. A la suite des discussions tenues au cours de la plénière et des consultations informelles, le GIEC a accepté d'augmenter le nombre des coprésidents de GT III d'une personne, tout en conservant la taille globale du Bureau, étant entendu qu'il s'agit d'une solution exceptionnelle, et n'implique pas de changements dans les règles. Par conséquent, Pichs Madruga et Sokona ont été élus au Bureau.

Ogunlade Davidson (Sierra Leone) et Jean-Pascal van Ypersele (Belgique) ont été élus par acclamation en tant que vice-présidents du GIEC. Un vote a eu lieu pour le poste de troisième vice-président du GIEC, entre Hoesung Lee (République de Corée), qui a été élu, et Mohan Munasinghe (Sri Lanka).

Les élections des autres postes du Bureau du GIEC se sont poursuivies le jeudi. Pour les postes de vice-présidents de groupe de travail, les candidats des groupes régionaux 1, 3, 4 et 6 ont été élus par acclamation (voir un tableau relatif à la composition du Bureau, ci-dessous). Des votes ont eu lieu pour départager les quatre candidats du groupe régional asiatique pour les deux postes de vice-présidents du Groupe de travail: Fatemeh Rahimzadeh (République islamique d'Iran); Amjad Abdulla (Maldives); Taha Zatari (Arabie saoudite) et Anvar Homidov (Tadjikistan). Rahimzadeh a été élue coprésidente du Groupe de travail I et Abdulla coprésident du Groupe de travail II.

Des votes ont également eu lieu pour départager les candidats du groupe régional du Sud-ouest du Pacifique pour les trois postes de vice-président du Groupe de travail: Mezak Ratag (Indonésie), David Wratt (Nouvelle-Zélande); Neville Smith (Australie), et Fredolin Tangang (Malaisie). Wratt a été élu vice-président du Groupe de travail I et Smith vice-président du Groupe de travail II.

Après les élections, l'Arabie saoudite, la Chine et le Tadjikistan se sont inquiétés que, en raison de la diminution du nombre des vice-présidents du WG III à cause de l'augmentation du nombre des coprésidents du GT III, le groupe régional asiatique ne soit pas représenté au sein du bureau du GT III.

La Slovaquie, avec la Nouvelle-Zélande, a proposé d'évaluer et d'améliorer le règlement intérieur, notamment, en vue d'assurer la représentation régionale dans chaque groupe de travail.

Le reste des positions du TFB a été élu par acclamation.

La composition du TFB nouvellement élu est comme suit: Coprésidents Krug et Hiraishi; Washington Zhakata (Zimbabwe); Emmanuel Mpeta (République-Unie de Tanzanie); Linxi Zhou (Chine); Sirinthotutep Towprayoon (Thaïlande); Leonidas Girardin (Argentine); Sergio Gonzalez Martineaux (Chili); Art Jaques (Canada), William Irving (États-Unis), Robert Sturgiss (Australie) en alternance avec Leonard Brown (Nouvelle-Zélande); Rizaldi Boer (Indonésie); Detelina Petrova (Bulgarie) en alternance avec Sadeddin Khefran (Syrie), et Jim Penman (Royaume-Uni).

QUESTIONS PROCEDURALES

PROCÉDURES POUR LES DOCUMENTS

TECHNIQUES: Le lundi après-midi, l'Australie a proposé un processus pour les documents techniques devant être examinés avec l'aide d'au moins deux réviseurs (IPCC-XXIX/Doc.4). La question a été reprise par la plénière le jeudi après-midi et le Groupe a accepté la proposition australienne.

CADRE ET CRITÈRES POUR LES RAPPORTS SPÉCIAUX, LES RAPPORTS METHODOLOGIQUES ET LES DOCUMENTS TECHNIQUES:

Le jeudi après-midi, l'Australie a présenté sa proposition visant à examiner les questions transversales qui exigent la contribution de plus d'un groupe de travail sur le cadre et les critères pour les rapports spéciaux, les rapports méthodologiques et les documents techniques (IPCC-XXIX/Doc.4). Le groupe a accepté la proposition avec un amendement mineur.

STATUT D'OBSERVATEUR SPECIAL POUR DES ORGANISATIONS D'INTEGRATION REGIONALE:

Le mardi après-midi, la Communauté européenne (CE) a présenté une proposition visant à accorder le statut d'observateur spécial aux organisations d'intégration régionales qui sont des parties à la CCNUCC et au Protocole de Kyoto (IPCC-XXIX/Doc.5). Elle a déclaré que la CE vise l'obtention du droit de participer aux discussions, et non un rôle dans le processus de décision, ni le droit de vote ou le pouvoir de bloquer le consensus. Elle a également souligné que l'UE est une organisation spéciale, car, bien que n'étant pas un État, les États lui ont transféré certains pouvoirs souverains. Le Belarus, le Japon, la Russie, le Bénin, la Chine, le Venezuela et d'autres ont émis des réserves au sujet de la proposition et un groupe de contact a été établi, coprésidé par Andrej Kranjc (Slovénie) et Hiroshi Ono (Japon).

Le groupe de contact s'est réuni le mardi après-midi et soir. Le Japon a demandé des éclaircissements sur le point de savoir si la CE vise le droit de participer aux réunions privées. La Russie a demandé des éclaircissements sur le statut d'adhésion de la CE dans les organisations de tutelle du GIEC, à savoir le PNUE et l'OMM. Le Venezuela s'est inquiété du fait que la demande de la CE semble restreindre, à l'avenir, la possibilité pour d'autres organisations d'intégration régionale de réclamer le même statut. Les États-Unis ont appuyé la demande de la CE, sous réserve d'un libellé spécifique sur les droits de la Communauté au sein du GIEC. Le Canada s'est interrogé si les

règles actuelles relatives aux observateurs limitaient la capacité de la CE à participer. Les Bahamas et l'Arabie saoudite ont émis des réserves au sujet de l'établissement d'un précédent. La Chine a demandé si la CE peut être considérée comme faisant partie d'un groupe intergouvernemental. Le groupe de contact s'est de nouveau réuni dans la soirée pour examiner le projet de texte présenté par le Venezuela, la Russie et les États-Unis. Le groupe de contact a décidé de demander davantage contributions de la part des membres et d'examiner la question à la prochaine session du GIEC.

Le jeudi après-midi, Andrej Kranjc a présenté, au Groupe d'experts, un rapport sur les résultats des délibérations du groupe de contact. Il a noté la nécessité d'ouvrir le GIEC tout en évitant d'être submergé par un grand nombre d'observateurs. Le Groupe a convenu d'examiner, à la GIEC-30, le rapport du groupe de contact et d'autres soumissions sur la question.

ACTIVITÉS FUTURES DU GIEC

Au titre de ce point de l'ordre du jour, les délégués ont examiné un rapport, émanant du groupe de travail établi par la GIEC-28, sur les futures activités du GIEC. Le groupe a également examiné une proposition pour un rapport spécial sur la réduction des catastrophes, et des informations sur les nouveaux scénarios d'émissions.

ACTIVITES FUTURES DU GIEC: Jean-Pascal van Ypersele, Président du Groupe d'action, créé par le président Pachauri lors de la GIEC-28, pour examiner les activités futures du GIEC, composée de la Chine, du Maroc, des Pays-Bas, de l'Ouganda, des États-Unis, de la Belgique, de Pachauri, et du secrétariat du GIEC, a expliqué que le Groupe d'action s'est réuni à deux reprises au cours de cette session, et a produit un rapport intérimaire (IPCC-XXIX/INF.5). Il a indiqué que le groupe voulait capitaliser sur l'expérience de l'ancien et du nouveau Bureau et des Unités d'appui technique (TSUs). Van Ypersele a expliqué que le groupe a structuré les questions relatives aux activités futures du GIEC selon trois axes: les défis à venir, les méthodes et procédures, et les sujets devant être mis en relief dans le RE5. La Hongrie a indiqué que certaines orientations doivent être données au nouveau Bureau. Le Bénin, le Togo et d'autres ont mis en exergue l'équilibre régional, en particulier l'examen de l'Afrique. La Bolivie a souligné l'évaluation de la vulnérabilité dans les Andes et l'Amazonie, ainsi que les risques climatiques et le développement humain. La Nouvelle-Zélande a souligné la capacité du GIEC à répondre à un environnement plus dynamique. La France a souligné les incidences financières, la méthodologie pour la hiérarchisation des rapports spéciaux, et l'examen de la neutralité politique du GIEC dans les activités de sensibilisation. La Colombie a souligné les lignes directrices et les indicateurs pour le prochain rapport d'évaluation. L'Argentine a mis en relief l'économie des changements climatiques. Van Ypersele a déclaré qu'un autre rapport intermédiaire sera élaboré pour la prochaine réunion du Bureau en novembre, et qu'un rapport final sera présenté à la GIEC-30.

RAPPORT SPÉCIAL SUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES:

Le mercredi après-midi, la Norvège a présenté une proposition, élaborée conjointement

avec la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC), pour un rapport spécial du GIEC sur la gestion des risques de phénomènes extrêmes en vue de renforcer l'adaptation aux changements climatiques (GIEC-XXIX/Doc.6). La Norvège a souligné le besoin urgent d'informations sur la façon de gérer les impacts des catastrophes, des informations qui doivent être mises à la disposition de la communauté politique, et a souligné les liens existants entre la prévention des catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques. Plusieurs pays ont soutenu l'élaboration d'un rapport spécial. Le Sri Lanka et le Bangladesh ont souligné l'importance du rapport pour les pays en développement, compte tenu de leur vulnérabilité socio-économique plus élevée lors des catastrophes. La Finlande a souligné l'importance du rapport pour les pays industrialisés également. La France a souligné le manque actuel de financement pour le rapport. La Hongrie a souligné la pertinence politique du rapport, et le fait qu'il réponde aux articles identifiés dans le Groupe d'action qui traite de l'avenir du GIEC. L'Allemagne, rejointe par le Soudan, a souligné le besoin urgent des informations du rapport pour les décideurs. Le Japon et d'autres ont présenté des observations sur la portée des catastrophes qui doivent être couvertes par le rapport. Le Royaume-Uni a invité à la prudence afin de faire la distinction entre les événements climatiques et d'autres vulnérabilités, et pour que le rapport ne reproduise pas les travaux en cours au sein de l'OMM et dans le programme travail de Nairobi de la CCNUCC.

Le Royaume-Uni, soutenu par les États-Unis, a noté qu'une approche fragmentaire visant à se prononcer sur des rapports spéciaux doit être évitée à l'avenir. Les États-Unis ont mis en garde que le nouveau Bureau soit impliqué dans la détermination de la portée du rapport. Le Groupe a convenu que le nouveau Bureau décidera de la réunion de cadrage.

LES NOUVEAUX SCENARIOS D'EMISSIONS: Richard Moss, coprésident du Comité directeur sur les nouveaux scénarios, a présenté des informations sur les progrès réalisés sur les nouveaux scénarios d'émissions. Il a indiqué que les travaux étaient toujours en cours sur lowest radiative forcing pathway et que les scénarios sont censés être transférés aux communautés de la modélisation du climat ainsi qu'à celles des impacts, de l'adaptation et de la vulnérabilité, en décembre 2008. Moss a également noté que le rapport de la Réunion d'experts sur de nouveaux scénarios, qui s'est tenue à Noordwijkerhout, Pays-Bas, en 2007, sera traduit dans toutes les langues de l'ONU.

SENSIBILISATION

La Secrétaire du GIEC, Christ, a présenté un rapport sur les rapports accomplis en matière de sensibilisation, y compris une liste exhaustive des activités publiques (IPCC-XXIX/Doc.7; Doc.7/Add.1; Inf.2; Inf.2/Add.1). Elle a déclaré que le succès du RE4 et le prix Nobel de la paix avaient abouti à une forte sollicitation du Secrétariat, des membres du Bureau, des TSUs, et d'autres pour les activités de sensibilisation comprenant des entrevues, des discours et la permission de reproduire les documents, ainsi que des traductions dans des langues autres que les langues des Nations Unies. Elle a en outre fait observer qu'en

dépité du fait que tous les efforts aient été déployés afin d'assurer une couverture régionale totale dans la diffusion, il y avait des lacunes dans certains domaines. Christ a indiqué que bien que l'éducation et la formation ne fassent pas partie du mandat du GIEC, le secrétariat du GIEC a joué un rôle de facilitation pour soutenir ces activités. Elle a remercié la Commission européenne pour sa contribution d'un million d'euros au profit d'un projet commun avec le GIEC, l'OMM et le PNUE visant à soutenir la diffusion du RE4 dans les pays en développement. Elle a également demandé au Groupe d'envisager à l'avenir la manière dont le GIEC devrait répondre à la critique des recherches sur le climat.

QUESTIONS LIÉES À LA CCNUCC

Le jeudi après-midi, la secrétaire du GIEC, Christ, a présenté la question (IPCC-XXIX/Doc.11), y compris les conclusions de l'AWG-KP de la CCNUCC sur les questions méthodologiques (FCCC/KP/AWG/2008/L.14), reconnaissant qu'il existe des mesures communes autres que le potentiel de réchauffement global (PRG), y compris des potentiels de la température mondiale (GTP), et invitant le GIEC à entreprendre de nouvelles évaluations techniques d'autres paramètres communs. Le Brésil, appuyé par l'Argentine, l'Afrique du Sud et d'autres, et contré par les États-Unis et l'Arabie saoudite, a proposé d'accueillir une réunion d'experts en vue d'élaborer un document technique. Pachauri, appuyé par la Suisse et la Norvège, a proposé que le nouveau Bureau examine la question et présente un rapport au GIEC. La Nouvelle-Zélande et d'autres ont souligné l'urgence de la question. Taka Hiraishi, coprésident du TFB, a fait état des procédures du GIEC et a décrit les difficultés potentielles inhérentes à l'élaboration d'un document technique. L'Argentine a souligné le besoin de répondre rapidement à la CCNUCC.

Pachauri a déclaré que bien que la CCNUCC soit le principal client du groupe, "le GIEC n'est pas un fast-food." Le GIEC a décidé de donner au Bureau le pouvoir de convoquer une réunion d'experts avant la prochaine session.

CLÔTURE DE LA SESSION

Le jeudi après-midi, la Turquie a offert d'accueillir la GIEC-30 à Istanbul au début du mois d'avril 2009. De nombreux membres ont exprimé leur gratitude au Bureau sortant et souhaité la bienvenue au nouveau Bureau. Le président Pachauri a clos la session à 16h12.

BREVE ANALYSE DE LA GIEC-29

La 29^{ème} session du GIEC a commencé par une célébration de haut niveau, englobant le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, les chefs des organisations de tutelle du GIEC, le PNUE et l'OMM, et d'autres dignitaires. L'esprit de réjouissance était justifié. Cela fait 20 ans que l'OMM et le PNUE avaient créé un Groupe d'experts intergouvernemental pour évaluer la littérature scientifique disponible relative aux changements climatiques. Bien que jeune, à une échelle humaine, le groupe est un vétéran parmi les organisations multilatérales environnementales, et possède une liste impressionnante de réalisations. Au cours des 20 dernières années, le Groupe a mené

quatre évaluations complètes sur les changements climatiques, dont la plus récente a été finalisée en 2007. Chacune de ces évaluations a constitué une étape décisive dans l'évolution de la réponse internationale aux changements climatiques et, notamment, les négociations de la CCNUCC. A travers ses évaluations, rapports spéciaux et autres activités, le Groupe a joué un rôle clé dans la sensibilisation sur les changements climatiques et leurs conséquences.

En 2007, le GIEC s'est vu co-attribuer le prix Nobel de la paix pour ses efforts visant à "mettre en place et diffuser une meilleure connaissance des changements climatiques anthropiques." Compte tenu des succès passés et selon les termes mêmes du président du GIEC, Rajendra Pachauri, des "attentes gigantesques" placées dans le GIEC, l'avenir du GIEC est sans doute l'une des plus importantes questions à être examinées depuis l'achèvement du RE4. La première réunion post-RE4 s'est tenue à Budapest. Ce fut, en grande partie, un exercice de récapitulation après la finalisation du RE4 et une réflexion sur l'avenir du Groupe. Le groupe a décidé de procéder à une cinquième évaluation, y compris l'élaboration d'un rapport de synthèse, et de maintenir la structure actuelle du Bureau.

A Genève, certains aspects des travaux futurs du GIEC ont été brièvement examinés, mais le plus souvent différés jusqu'à ce que le nouveau Bureau soit élu et de nouvelles Unités d'appui technique mises en place. En conséquence, la session a été dominée par un seul point de l'ordre du jour: l'élection d'un nouveau Bureau, qui servira pour le prochain cycle d'évaluation, qui devrait se conclure en 2014. En tant qu'organe intergouvernemental, le Groupe a toujours fait face au défi d'élire non seulement des candidats hautement qualifiés dans les questions scientifiques, mais également d'assurer une large représentation géographique, en particulier, des pays en développement. Le GIEC est la source d'informations scientifiques sur le changement climatique qui fait le plus autorité, et est largement évoqué dans différents forums internationaux. Son bureau prend de nombreuses décisions qui façonnent les produits de l'évaluation, et l'importance que revêt l'élection du Bureau n'est aucunement une surprise. Après trois jours de discussions au sein de six groupes régionaux, du Comité des nominations et de la séance plénière, et après la mise à l'essai du nouveau règlement intérieur adopté en 2006, qui ne fut pas une tâche aisée, la composition du nouveau Bureau a été finalisée et le GIEC est désormais prêt à poursuivre ses travaux et le prochain cycle d'évaluation.

Il existe beaucoup de questions posées auxquelles le Groupe et le Bureau nouvellement élu devront donner une réponse. La plus importante d'entre elles, comme indiqué ci-dessus, est l'avenir du GIEC. Le Groupe devra faire des progrès sur les travaux en cours relatifs: aux leçons du RE4; aux moyens de renforcer le Secrétariat; à la mémoire institutionnelle, en particulier dans les Unités d'appui technique; et à l'amélioration de la représentation géographique, en termes de participation des scientifiques des pays en développement, de couverture des données, et d'évaluation de la littérature scientifique non anglophone. En ce qui concerne le nouvel ordre du jour, l'élection du Bureau qui s'est tenue lors de la réunion de Genève

a montré qu'il est nécessaire d'améliorer le règlement intérieur. Ceci concerne, en particulier, la clarification du fait que le vote pour les différents postes devrait se faire sur des bulletins de vote différents, afin de définir la majorité simple pour chaque poste, séparément.

Le groupe devra également commencer à planifier pour le RE5 et aborder des questions telles que l'amélioration de la collaboration entre les groupes de travail et l'examen précoce du rapport de synthèse. Le bureau nouvellement élu devra assurer la livraison du rapport du GT I au début de 2013 et finaliser les autres rapports des Groupes de travail et le rapport de synthèse, le plus tôt possible, en 2014. Quant à la substance du RE5, il y a beaucoup de travail à faire sur le traitement des aspects régionaux, le traitement des questions transversales et l'examen des aspects socio-économiques des changements climatiques.

En outre, étant donné qu'il ya eu plusieurs appels lancés à Budapest pour d'éventuels rapports spéciaux, l'un d'entre eux prenant déjà forme - une proposition norvégienne pour un rapport spécial sur la réduction des risques de catastrophe - le Groupe aura à se prononcer sur des thèmes et des priorités pour d'éventuels rapports spéciaux et des documents techniques. Dernier point et non des moindres, à la suite de la décision prise à Genève d'établir, avec l'argent du prix Nobel de la paix, un fonds de bourses pour les jeunes scientifiques des pays en développement, le Groupe doit maintenant se concentrer sur sa mise en œuvre.

En résumé, la GIEC 29 s'est attelée à élire le Bureau. En dépit de quelques moments de tension due à des questions de procédure non prévues dans le règlement, le Groupe a réussi à résoudre ses problèmes dans un esprit de coopération et à élire un bureau, tout en évitant des divisions à long terme et des confrontations. Maintenant, le GIEC a achevé sa transition du quatrième vers le cinquième rapport d'évaluation et doit désormais entrer de plain-pied dans son cycle suivant.

RÉUNIONS A VENIR

VINGT-SIXIÈME GROUPE DE TRAVAIL SUR LES SYSTÈMES D'INFORMATION ET LES SERVICES DE LA COMMISSION SUR LES SATELLITES D'OBSERVATION DE LA TERRE (CEOS) (WGISS-26): La WGISS-26 doit se réunir du 22 au 26 septembre 2008, à Boulder, Colorado, Etats-Unis. La WGISS-26 est parrainée par l'US National Oceanic and Atmospheric Administration's National Environmental Satellite Data and Information Service. Pour plus d'informations, visiter: http://www.joss.ucar.edu/joss_psg/meetings/Meetings_2008/ceos_wgiss/index.html

FORUM PUBLIC 2008 DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE POUR DISCUTER DU SOUTIEN MUTUEL DU COMMERCE, DU CLIMAT ET DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT: Le Forum public de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aura lieu du 24 au 25 septembre 2008, à Genève, en Suisse. Pour plus d'informations, contacter le Forum public de l'OMC: tel: +41-22-739-5677; fax: +41-22-739-5777; courriel: Publicforum2008@wto.org; internet: http://www.wto.org/english/forums_e/public_forum08_e/hot_topics_e.htm

SEIZIÈME SESSION DU COMITE DIRECTEUR DU SYSTEME D'OBSERVATION CLIMATIQUE MONDIAL (SMOC): Le Comité directeur du SMOC se réunira du 14 au 17 octobre 2008, à Genève, en Suisse. Pour plus d'informations, contacter le Secrétariat du GCOS: tel: +41-22-730-8067; fax: +41-22-730-8052; courriel: GCOSJPO@wmo.int; internet: <http://www.wmo.ch/pages/prog/gcos/index.php?name=calendar>

SIXIEME REUNION DU FORUM DES AUTORITES NATIONALES DESIGEEES (AND) AU TITRE DU PROTOCOLE DE KYOTO: La réunion du Forum des autorités nationales désignées (AND) aura lieu du 27 au 28 octobre 2008, à Santiago, au Chili. Pour plus de précisions, contacter UN ECLAC: tel: +56-2-210-2000, +56-2-471-2000; fax: +56-2-208-0252, +56-2-208-1946; courriel: secepal@cepal.org; internet: <http://cdm.unfccc.int/DNA/DNAForum/index.html>

VINGT-DEUXIÈME REUNION PLENIERE DE LA COMMISSION SUR LES SATELLITES D'OBSERVATION DE LA TERRE (CEOS): La 22ème réunion plénière du CEOS et les événements connexes auront lieu du 10 au 13 novembre 2008 à George, Afrique du Sud. La plénière de 2008 se réunira du 11 au 12 novembre 2008. Pour plus d'informations, contacter le secrétariat: courriel: info@ceosplenary2008.com; internet: <http://www.ceosplenary2008.com/index.html>

VINGTIÈME REUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE MONTREAL (RdP-20): Cette réunion doit se tenir du 16 au 20 novembre 2008 à Doha, au Qatar, à l'occasion de la huitième Conférence des Parties à la Convention de Vienne. Pour plus de précisions, contacter: Secrétariat de l'Ozone; tél: +254-20-762-3850/1; fax: +254-20-762-4691; courriel: ozoneinfo@unep.org; internet: <http://www.unep.org/ozone/>

QUATORZIÈME CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CCNUCC ET QUATRIÈME RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO: La CdP 14 de la CCNUCC et la CdP/RDP 4 du Protocole de Kyoto sont prévues du 1 au 12 décembre 2008, à Poznan, en Pologne. Ces réunions coïncident avec les 29èmes réunions des organes subsidiaires de la CCNUCC et la quatrième réunion du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme et la sixième session de reprise du Groupe de travail spécial sur de nouveaux engagements pour les Parties visées à l'annexe I en vertu du Protocole. Pour plus de précisions, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tél: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; courriel: secretariat@unfccc.int; internet: <http://unfccc.int>

SYMPOSIUM SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES ET LA PRODUCTIVITE DE L'EAU: Ce colloque se tiendra du 7 au 9 décembre 2008, à Manama, au Bahreïn, et sera co-organisé par Crans Montana Forum Middle-East, en association avec le conseil de développement économique du Bahreïn et l'ONUDI. Pour plus de précisions, contacter: UNIDO Energy and Cleaner Production Branch; tel: +43-1-26026-3034.

TRENTE-HUITIÈME SESSION DU BUREAU DU GIEC: Cette réunion du Bureau du GIEC est prévue du 24 au 25 novembre 2008 à Genève, en Suisse. Pour plus de précisions, contacter: Secrétariat du GIEC; tél: +41-22-730-8208/84; fax: +41-22-730-8025/13; courriel: IPCC-Sec@wmo.int; internet: <http://www.ipcc.ch/>

CONFERENCE DE HAUT NIVEAU DE LA FAO SUR L'EAU DESTINEE A L'AGRICULTURE ET L'ENERGIE EN AFRIQUE: LES DÉFIS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: Cette réunion se tiendra du 15 au 17 décembre 2007 à Sirte, en Libye. L'objectif de cette conférence est d'examiner la disponibilité des ressources en eau en Afrique dans le contexte d'une augmentation de la demande des secteurs de l'agriculture et de l'énergie et les conditions des changements climatiques. Pour plus de précisions, contacter la FAO: courriel: Maher.Salman@fao.org; internet: <http://www.fao.org/nr/water/events.html> or <http://www.fao.org/nr/water/docs/sirteconceptnote.pdf>

TROISIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'ADAPTATION COMMUNAUTAIRE (AC): Cette conférence se tiendra du 22 au 26 février 2009 à Dhaka, au Bangladesh. Cette réunion est organisée par l'IIED, CLACC et RING. Elle englobera deux jours de visite sur le terrain d'un site CBA. Pour plus de précisions, contacter: Dr. Saleemul Huq, International Institute for Environment and Development; tel: +44-20-73882117; fax: +44-20-73882826; courriel: saleemul.huq@iied.org; internet: <http://www.iied.org>

AWG-LCA 5 ET AWG-KP 7: La cinquième réunion du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme et à la septième session du Groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole se tiendront du 30 mars au 9 avril 2009 à Bonn, en Allemagne. Pour plus de précisions, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tél: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; courriel: secretariat@unfccc.int; internet: <http://unfccc.int>

30^e SESSION DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'EVOLUTION DU CLIMAT (GIEC 30): XXX IPCC-30 is scheduled to take place in Istanbul, Turkey, in the first half of April 2009. For more information, contact XXX: Secrétariat du GIEC; tél: +41-22-730-8208; fax: +41-22-730-8025/13; courriel: IPCC-Sec@wmo.int; internet: <http://www.ipcc.ch/>

GLOSSAIRE

RE4	Quatrième Rapport d'évaluation du GIEC
RE5	Cinquième Rapport d'évaluation du GIEC
GTP	Potentiels de la température mondiale
GWP	Potentiel de réchauffement global
GIEC	Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques
RD	Résumé à l'intention des décideurs
SYR	Rapport de synthèse
TFB	Bureau du Groupe d'action sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre
TFI	Groupe d'action sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre
TSU	Unité d'appui technique
CNUCC	Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
GT	Groupe de travail